

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 250 COLOMBIE: LA CIA ET LES MISSIONNAIRES

On savait, depuis l'élection de Salvador Allende au Chili, que le jésuite belge, le P. Roger Veckemans, avait reçu de l'argent de la CIA pour financer son Centre social DESAL (cf document DIAL D 3). Ce qui, à l'époque, lui avait valu de devoir quitter le Chili pour aller se fixer finalement en Colombie.

La querelle autour du P. Veckemans vient de rebondir à l'occasion des révélations de ces mois derniers sur les activités de la CIA, lors des travaux de la Commission d'enquête ad hoc nord-américaine.

Cette fois, ce sont les milieux ecclésiastiques qui réagissent à l'article du "Washington Star" du 23 juillet 1975. Le 15 août, en effet, c'étaient d'abord les participants de la Première rencontre latino-américaine de théologie, tenue au Mexique. Le 24 septembre, c'était le tour des prêtres du mouvement SAL (Prêtres pour l'Amérique latine), de Colombie, qui demandent tout simplement l'expulsion du jésuite controversé; ils rappellent que ce dernier est l'un des plus actifs dans la campagne actuelle contre "la théologie de la libération" (cf document DIAL D 161).

Ci-joints ces deux documents.

(Note DIAL)

1- DECLARATION DES PARTICIPANTS DE LA RENCONTRE DE THEOLOGIE DU MEXIQUE

A Son Excellence le Président
du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM)
Bogotá

Mexico, le 15 août 1975

Cher Monseigneur,

A l'occasion de la Première rencontre latino-américaine de théologie qui s'est tenue à Mexico du 11 au 15 août 1975, nous soussignés, laïcs, religieuses, religieux et prêtres appartenant à divers diocèses latino-américains, nous adressons à vous pour vous dire ce qui suit.

Il est du domaine public, ainsi que l'a révélé le journal nord-américain "Washington Star" du 23 juillet 1975 en grand titre de première page, que le prêtre catholique Roger Vekemans, jésuite belge, a reçu dix millions de dollars (cinq de la CIA, agence de renseignement des Etats-Unis, et cinq de l'AID, agence pour le développement international) "pour soutenir des syndicats ouvriers anticommunistes et cautionner la campagne électorale d'Eduardo Frei au Chili."

D'après la même source d'information, la CIA a non seulement aidé divers groupes religieux mais aussi utilisé une documentation abondante, en provenance de missionnaires en Amérique latine, pour sa politique d'anticommunisme, d'exploitation et d'oppression du peuple.

Face à de telles nouvelles maintenant connues de tous, nous formulons les demandes suivantes:

1- Si ces informations sont vraies, nous demandons que le CELAM (par lui-même ou par la voix de l'organisme le mieux approprié) ouvre une vaste enquête sur les ramifications de ce type "d'aides" qu'ont reçu certains secteurs d'Eglise. Au cas où cela ne serait pas fait, c'est toute l'Eglise qui tomberait sous le coup d'une accusation grave, avec pour conséquence une perte de crédibilité chrétienne et un scandale public.

2- Ce scandale affectant toutes les Eglises, nous demandons que, dans un esprit œcuménique authentique, les autres Eglises du Conseil œcuménique participent à cette enquête par le biais de responsables attitrés.

3- L'Eglise d'Amérique latine reçoit des aides économiques de la part d'organisations diverses. Nous signalons que ces aides ne sont pas toujours réparties équitablement ni destinées prioritairement à l'évangélisation libératrice conforme à l'esprit de Medellin. Durant ces dernières années, certaines organisations ont refusé des fonds à des projets en faveur des pauvres et dans la perspective de la libération. Ce genre de décisions unilatérales vient maintenant s'ajouter à l'obtention de fonds auprès d'organisations policières qui sont diamétralement opposées à la mission libératrice de l'Eglise.

4- Nous assistons aujourd'hui, en Amérique latine, à une persécution généralisée d'une Eglise qui se met résolument du côté du peuple. Des laïcs chrétiens et des prêtres sont emprisonnés, poursuivis, exilés ou tués parce qu'ils luttent en faveur du peuple opprimé contre tout système d'oppression. Des noms comme Antônio Pereira Neto au Brésil, Héctor Gallegos au Panama, Carlos Mugica en Argentine et Ivan Betancourt au Honduras, pour ne pas citer les nombreuses victimes chiliennes, nous rappellent les "services de renseignements" des polices d'Etat et les mouvements d'extrême-droite financés par les organisations qui aident en même temps certains secteurs d'Eglise fréquentant les classes dominantes.

5- Pour toutes ces raisons et à la lumière de la parole du Seigneur, nous demandons qu'après avoir donné rapidement les éclaircissements nécessaires sur ces faits, le CELAM exprime clairement et publiquement son engagement évangélique en procédant au remplacement immédiat de toutes les personnes qui servent, par leurs liens avec les puissants de ce monde, non pas la cause de Jésus-Christ mais celle de politiques corrompues.

Pour que la vérité et la justice resplendissent, pour que l'Eglise soit vraiment l'épouse du Seigneur au service des pauvres, nous vous adressons cette lettre et nos salutations dans le Christ libérateur.

(Signé: 141 participants du congrès)

2- ROGER VEKEMANS, ENNEMI DE L'AMERIQUE LATINE

A la Sacrée congrégation des religieux,
A Son éminence le cardinal François Marty, archevêque de Paris,
Au Père Pedro Arrupe, général de la Compagnie de Jésus,
À Monseigneur Eduardo Pironio, président du CELAM,
Au Congrès de la République de Colombie,
Au peuple colombien,

Diverses publications internationales ont fait connaître le comportement ambigu du P. Roger Vekemans. Il s'agit d'un jésuite, de nationalité belge, qui réside actuellement à Bogotá dans une demeure luxueuse située à Suba, rue 142, n° 93-42, en-dehors de sa communauté religieuse.

Il dirige le Centre d'études pour le développement et l'intégration de l'Amérique latine (CEDIAL) qui dispose de bureaux dignes des entreprises les plus belles, au centre de la ville, et auquel collabore une importante équipe de travail (1). Il a certainement fallu pour cela de gros investissements.

Les signataires de ce document entendent présenter en résumé les raisons et les preuves montrant que ce prêtre a porté et continue de porter atteinte aux droits et aux valeurs des peuples latino-américains, et qu'il est un contre-témoignage pour l'Eglise à laquelle il prétend appartenir.

1- Les différents aspects du problème

1-1. Ses rapports avec la CIA

Aucun gouvernement d'Amérique latine n'ignore le funeste travail de cette agence nord-américaine qui fait tomber des gouvernements pour les remplacer par d'autres à son goût, et qui s'immisce dans la plupart des grandes organisations d'Amérique latine et du monde.

Il est notoirement connu que R. Vekemans a reçu cinq millions de dollars de la CIA (2). Le seul fait d'avoir reçu de l'argent de cette ténébreuse organisation est condamnable à tous points de vue et fait tenir en suspicion toutes les activités et intentions de celui qui l'accepte. Des chrétiens de quatorze organisations nord-américaines ont adressé au président Ford, en octobre 1974, une lettre dans laquelle ils déclarent que les activités de la CIA à l'étranger sont "absolument incompatibles avec nos idéaux d'américains et de chrétiens" (3).

Mais cette condamnation doit être beaucoup plus radicale car nous savons qu'il a reçu cet argent pour vendre des peuples entiers, tel celui du Chili. Qui peut nous assurer qu'il ne continue pas de faire aujourd'hui la même chose en Colombie?

1-2. R. Vekemans soutient des partis et des régimes réactionnaires

Une partie de l'Eglise affirme que le prêtre ne doit pas s'immiscer dans la politique. Ce courant, s'il veut être conséquent avec lui-même,

(1) cf. Alternativa n° 45, p. 32 (Annexe 8)

(2) cf. The Washington Star, July 23, 1975; Le Monde des 25 et 27-28 juillet 1975 (Annexes 8, 3 et 4 respectivement)

D 250-3 (3) Cf. Le Monde, 27-28 juillet 1975 (Annexe 4)

doit condamner Vekemans puisqu'au Chili il a soutenu la campagne d'Edoardo Frei en 1963 et suscité des syndicats anticommunistes.

Une autre partie de l'Eglise prétend que personne n'est, consciemment ou inconsciemment, étranger à la politique; que le prêtre et le laïc doivent faire la politique des pauvres et des opprimés, la politique de la justice, la politique du peuple contre la politique des exploités et des oppresseurs. C'est cette partie de l'Eglise qui condamne le plus vivement R. Vekemans parce qu'il a fait la politique des oppresseurs, celle qui va contre le peuple; parce que toute sa théologie et sa sociologie sont, en dernier ressort, une justification des partis et des régimes réactionnaires ou réformistes. Des régimes de ce type n'ont jamais réglé et ne peuvent régler les grands problèmes des peuples d'Amérique latine.

1-3. R. Vekemans contre le peuple latino-américain

A tout ceci, qui représente une agression fondamentale contre les peuples d'Amérique latine, s'ajoute le fait que R. Vekemans professe envers les latino-américains le plus profond mépris et la plus parfaite méconnaissance de leurs valeurs et de leurs possibilités, ainsi que le montre clairement la lettre qu'il a envoyée à l'Université de Louvain(4) il y a quelques années.

Voici quelques passages de cette lettre: "A la merci de telles fébrilités politiques, les intellectuels latino-américains se laissent entraîner à l'immédiatisme de réalisations purement opportunistes ou, quand ils sont loin du pouvoir, se réfugient dans les nostalgies de cosmovisions nébuleuses sans fondement dans la réalité. Le résultat en est une sorte de daltonisme axiologique qui laisse le continent à la dérive, abandonné à tout sursaut géopolitique". "L'Eglise autochtone, bien qu'elle ait été accidentellement atteinte par l'aggiornamento post-conciliaire, n'est pas capable d'assurer l'inspiration qui devrait caractériser son apostolat de civilisation". "Les rares échantillons de l'intelligentsia sociale qui désireraient prendre la tête sur ce sujet, ne disposent pas de l'infrastructure métaphysique indispensable". "La conclusion est évidente: seule l'Europe occidentale est en mesure d'apporter à l'Amérique latine l'assistance 'non-technique' dont elle a besoin en premier lieu..."

Le venin impérialiste n'est même pas dissimulé.

1-4. R. Vekemans contre la libération des peuples d'Amérique latine

Les évêques d'Amérique latine, réunis à Medellin, ont pris des orientations extrêmement claires en faveur de la libération des peuples du continent sur lequel règne une situation de péché et d'injustice institutionnelle. Cependant, tout le monde connaît la campagne contre la théologie de la libération que certains membres du clergé et de la hiérarchie ont déclenchée ces dernières années. L'un des principaux artisans de cette campagne est R. Vekemans, ainsi que l'écrit Hugo Assmann dans son livre "Teología desde la praxis de la liberación", p. 238-245 (5). R. Vekemans ne se contente pas de fourbir les armes intellectuelles d'une argumentation parlée et écrite. On dit que son influence et son pouvoir sont assurés dans des organismes clés comme le secrétariat du CELAM (6).

(4) Cf. Lettre de R. Vekemans à l'Université de Louvain(annexe 2)

(5) Cf. "Revelaciones sobre la campaña organizada contra la teología de la liberación", dans le livre de Hugo Assmann, pag. 238-245; cf aussi la revue Tierra Nueva (annexe 1)

Il semble également clair que R. Vekemans ne bénéficie pas seulement de l'important soutien économique d'organisations internationales comme Misereor, Adveniat, etc., mais qu'il a son mot à dire dans les aides qu'accordent ces organisations, en n'accordant sa faveur qu'aux programmes et aux groupes qui travaillent dans la même perspective idéologique que lui, et en retirant l'aide ou faisant obstacle aux programmes qui se situent dans la perspective de la libération (7). Comment Vekemans peut-il expliquer sa puissance économique actuelle? N'est-ce pas le comble du cynisme que cet homme, qui manipule des millions de dollars et de marks et qui côtoie les puissants en place tels que l'attaché de la Banque inter-américaine pour le Développement (BID), puisse s'adresser au nom de l'Eglise à des millions de latino-américains qui subissent la famine et l'oppression?

Son habileté et ses intrigues sont telles que la propre hiérarchie (CELAM, Conférence épiscopale colombienne) le compte parmi ses experts, le faisant ainsi juge de l'orthodoxie chrétienne et lumière du peuple (8). L'annexe 7 nous montre qu'il a été invité à la rencontre sur "Conflit social en Amérique latine et engagement chrétien", qui s'est tenue à Lima-Chaclacayo du 6 au 13 septembre 1975, c'est-à-dire après qu'eussent été découverts et dénoncés ses liens avec la CIA. Cette rencontre était organisée par le CELAM.

2- Conséquences

2-1. Une première conséquence est celle que formulent les participants de la Première rencontre latino-américaine de théologie, tenue au Mexique du 11 au 15 août 1975, et qu'ils expriment dans une lettre au président du CELAM: "Si ces informations sont vraies... c'est toute l'Eglise qui tomberait sous le coup d'une accusation grave, avec pour conséquence une perte de crédibilité chrétienne et un scandale public" (9).

2-2. Il est non moins grave que des secteurs d'Eglise soient complices des persécutions et des tortures auxquelles sont soumises des organisations et des personnes de tous les pays d'Amérique latine. Parce qu'il a reçu de l'argent de la CIA, R. Vekemans est le complice inexcusable des crimes perpétrés dans toute l'Amérique latine par cette agence abominable. D'ailleurs, R. Vekemans non seulement a reçu de l'argent mais ne s'est jamais rétracté et persiste dans la ligne idéologique qui soutient les activités de l'impérialisme en Amérique latine.

2-3. Une autre conséquence, également déplorable, est le dommage causé par ses publications (livres, revue Tierra Nueva, articles), et cela d'autant plus que celles-ci se camouflent sous des airs scientifiques et chrétiens au point d'apparaître, en vertu des tours de passe-passe de la presse, comme des porte-drapeaux du changement et de la libération (10).

2-4. Cela contribue à retarder la libération proclamée par nos évêques dans les conclusions de Medellin et dans bien d'autres documents, et à prolonger ainsi l'oppression, l'injustice et les souffrances de millions de latino-américains.

(7) Cf. Informations Catholiques Internationales n° 477, avril 1975, p.10-18; cf. résumé de la vie de R. Vekemans (annexe 9)

(8) Cf. programme de la rencontre organisée par le CELAM(ann.7)

(9) Cf. lettre des participants de la Première rencontre de théologie tenue à Mexico (annexe 6)

(10) Cf. El Periódico, 23 de mayo de 1972 (annexe 10); cf. aussi El Espectador, 31 de mayo de 1972; El Tiempo, 2 de junio de 1972

3- Nos exigences

3-1. En raison de tout ce qui vient d'être dit, nous déclarons R. Vekemans ennemi de l'Amérique latine et de la Colombie, et menace pour le continent. Son ingérence dans nos affaires intérieures et ses relations internationales obscures nous amènent à exiger son expulsion immédiate et définitive du territoire colombien.

3-2. Que les autorités concernées condamnent, explicitement et publiquement, les manœuvres de R. Vekemans et de tous les chrétiens qui, comme lui, sont les instruments de l'impérialisme et les ennemis cachés du peuple. C'est la seule manière pour elles de retrouver la crédibilité et la confiance de nombreux chrétiens.

3-3. Qu'il soit procédé à une enquête sérieuse sur les différentes aides internationales aux organismes ou aux personnes qui se réclament du nom de l'Eglise, de façon à éviter qu'elles servent à des fins impérialistes et à l'oppression du peuple.

4- Conclusion

En tant que latino-américains et chrétiens, nous dénonçons la conduite tortueuse de R. Vekemans. Nous lançons également un cri d'alarme à propos de tous les loups déguisés en moutons qui pullulent en Colombie et en Amérique latine.

Nous exprimons aussi notre conviction que la libération intégrale que nous poursuivons, revêt nécessairement une dimension économique et politique, sans toutefois se réduire à celle-ci. C'est pourquoi nous continuerons, dans la foi et l'espérance, à participer au processus de libération de nos peuples.

Bogotá, le 24 septembre 1975

le Groupe Prêtres pour l'Amérique latine
(SAL)

le Service colombien de communication sociale

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249